



« Quand l'analyse se fait à plusieurs voix - Réflexion sur les formats de restitution d'une recherche-action dans le secteur de l'aide alimentaire »

Texte de la communication présentée par Lotte Damhuis et Alexia Serré lors du colloque international « Injustices épistémiques : comment les comprendre, comment les réduire ? » organisé par le GT21 de l' AISLF (Namur, 7 et 8 février 2019).

INTRODUCTION

La présentation que nous vous proposons aujourd'hui s'appuie sur un projet de recherche-action – Solenprim (pour « solidarité en primeur(s) ») mené depuis 3 ans dans le secteur bruxellois de l'aide alimentaire. C'est un projet financé par Innoviris – l'agence bruxelloise pour la recherche et l'innovation – dans le cadre d'un appel « co-create » stipulant que l'ensemble des personnes qui y participent – sociologues, travailleurs sociaux mais aussi les personnes bénéficiaires de l'aide alimentaire – soient considérées comme « chercheurs » dans le projet, et que les dispositifs mis en place doivent être « co-construits » collectivement. On est donc dans un contexte de co-production d'une recherche élaborée par des personnes aux statuts très différents.

Concrètement, l'objectif du projet est de penser et de monter des dispositifs alternatifs à l'aide alimentaire classique (colis alimentaires, restaurants sociaux, épiceries sociales) qui - malgré le fait qu'elle réponde à un besoin important – fait l'objet aussi de critique.

Les 4 projets mis sur pied par les personnes qui fréquentent les organismes partenaires, avec l'accompagnement de travailleurs sociaux, sont :

- un groupement d'achat collectifs qui a pour but de permettre à ses membres d'acquérir des produits à des coûts avantageux,
- un projet de grainothèque, visant à permettre l'échange de graines à planter chez soi ou dans un potager collectif,
- un service de prêt d'ustensiles de cuisine, de jardinage et de bricolage,
- des ateliers cuisines co-construits avec des bénéficiaires de colis alimentaires.



1 DE QUELLES INJUSTICES ÉPISTÉMIQUES PARLE-T-ON ?

Les injustices épistémiques que nous traiterons aujourd'hui se rapportent à l'inégalité de « crédit » accordé aux idées, regards et analyses produites par certaines personnes au profit d'autres quand on veut valoriser des savoirs hétérogènes dans certaines arènes, et en particulier lorsque l'on veut restituer les analyses co-produites en s'adressant au monde de la recherche. Plus précisément, et pour le dire de façon un peu caricaturale, ces inégalités interviennent lorsqu'est opérée *a priori* une hiérarchisation entre les savoirs des « bénéficiaires de l'aide alimentaire », ceux des professionnels et travailleurs sociaux de première ligne ainsi que ceux proposés par les sociologues investis dans le projet.

La présentation va porter sur les formats que nous avons utilisés pour produire des données collectives d'une part, et pour garder traces et rendre public les analyses à partir des expériences des différents participants aux projets d'autres part.



Pourquoi cette attention aux formats ?

Parce que si notre parti-pris a été de rendre compte, en les valorisant, des savoirs des différents acteurs du projet, le défi était de trouver des formats qui permettent leur expression et anticipent l'enjeu de les rendre audibles. En effet, la littérature scientifique montre que ce n'est pas tant le contenu de ce qui est exprimé ou partagé par la personne qui peut être invalidé que le format ou certains codes par lesquels il est exprimé : le fait d'être sur le registre émotionnel, ou de parler de quelque chose qui paraît trop « personnel » ou « privé », etc. (Berger et Charles, 2014)

Par ailleurs, il nous semble essentiel de tenir compte des ressources et des conditions dont chaque type d'acteurs dispose pour contribuer à l'exercice de production des connaissances ; quand les « sociologues-chercheurs » disposent à la fois d'une formation ciblée, d'une socialisation préalable aux processus méthodologiques engagés, et – élément fondamental – d'un temps de travail salarié dédié à cette activité, les « citoyens-chercheurs » sont quant-à-eux bien souvent sommés de co-produire et co-analyser des données de façon spontanée.

Si nous considérons que tous les acteurs sont *a priori* dotés d'une compétence critique et réflexive, des inégalités - contextuelles et sociologiques - entravent les possibilités de contribuer « à parts égales » au processus de co-construction de savoirs et à leur mise en forme.

Derrière les questions de choix des formats se pose donc la question de ce que « co-construire » ou « co-crée » veut dire, et comment les différents savoirs – des différents participants ou « contributeurs » comme les nomme Nicolas-Le Strat (2014) – y trouvent une place et y sont rendus visibles.

Il y a dès lors selon nous un enjeu éthique autour de la reconnaissance de la co-auctorialité.



② L'ENJEU ÉTHIQUE DE CO-AUCTORIALITÉ

On peut partir du postulat que toute activité de recherche en sciences (sociales dans notre cas, mais plus généralement) est fondamentalement collective. C'est une « activité-réseau » au sens que lui attribue le courant de la sociologie de la traduction. Dans les productions écrites ou orales universitaires, cette dimension collective est rarement rendue visible. Si dans le cas d'une recherche-action « en co-création », la question de la reconnaissance de la pluralité des acteurs participants et de leurs savoirs est une activité centrale, elle se pose – ou devrait se poser (si on assume ce parti-pris éthique) – plus largement, pour toute recherche.

Les différents formats testés dans le cadre de Solenprim nous ont amenés à nous interroger sur les effets de co-auctorialité (Mekjian et Moreau, 2016), et plus précisément à nous demander à quelles conditions le fait de rendre visibles les plumes derrière une production collective participe d'une reconnaissance des savoirs et des expériences des contributeurs ?



3 LES DISPOSITIFS ET FORMATS TESTÉS

Nous avons donc allié des méthodes d'enquête classiques en sociologie – observation et entretiens – à des moments d'analyse collective, de trois types :

- Des séances « locales » avec les bénéficiaires de l'aide alimentaire ou les travailleurs sociaux - où il s'agissait par exemple en début de projet de répondre à la question : « qu'est-ce que bien se nourrir veut dire ? »,
- Des séances transversales et croisées avec des représentants des participants à tous les projets ;
- Un dispositif particulier de « méthode d'analyse en groupe » (Van Campenhoudt et al. 2005) avec des professionnels du secteur de l'aide alimentaire ; dont le principe est que les participants décident eux-mêmes des enjeux – du secteur – qu'ils veulent traiter collectivement, en partant de récits de situations vécues, qu'ils ont eux-mêmes amenés.

Ces différents processus ont permis la production d'une « analyse collective », dans laquelle les savoirs des uns et des autres ont pu être exprimés. Si cette production de matériau collectif a permis de rendre compte des éventuelles divergences et convergences de regards et de représentations, elle ne visait pas (ou plus) à rendre compte de qui parle. En procédant ainsi, on fait exister un nouvel « auteur collectif » : les co-chercheurs. Si, a priori, on dépasse de la sorte la hiérarchisation des savoirs, cela se fait toutefois au prix de la perte des points de vue spécifiques et singuliers. Parallèlement, cela soulève la question des voix qui sont audibles ou valent quelque chose « à elles seules » et celles qui ne le sont qu'à la condition d'être mêlées à un collectif hybride.

En terme de mise en format, et de publicisation, nous avons testé différents supports, parmi ceux-ci :

- Le rapport écrit classique (« académique ») – le plus généralement produit par les sociologues-chercheurs. Là, nous produisons à la fois nos analyses de chercheurs sociologues (sur la base d'une série de données produites) et nous nous faisons traducteurs des analyses et regards des participants exprimés dans les moments d'analyse collective.
- Le format vidéo – avec des interviews filmées des travailleurs sociaux impliqués dans le projet. Ce format permet notamment de contourner les difficultés liées à l'écriture (que ce soit l'aise pour écrire ou la disponibilité en temps que cela demande).
- Un journal de bord – support écrit et en image relatant les moments d'analyse collective et ce qui en est ressorti. Ce format constitue un réel « objet intermédiaire » (Vinck, 1999) dans la mesure où il a été particulièrement utilisé, diffusé, et mobilisé par les travailleurs sociaux du projet.
- Le format oral – des présentations des résultats lors d'un événement de clôture du projet.



Les membres du comité de pilotage qui ont participé directement à l'élaboration de ces différents supports, ont mis en avant que ce qui permet de donner une place et une visibilité à une multitude de savoirs n'est pas tant un format en tant que tel, que leur pluralité ainsi que leur utilisation et leur diffusion dans une multiplicité d'arènes.

« On a exploré une multitude d'outils et de formats et donc tout le monde peut à un moment donné y trouver son compte » (Coordinateur, membre du comité de pilotage)

« C'est aussi dans les moments collectifs, durant lesquels des échanges ont eu lieu, à la fois « intra » groupes - si on peut dire ça... - et intergroupes, que l'analyse collective peut se faire. » (Coordinateur, membre du comité de pilotage)

Par ailleurs, le format par lequel on restitue une analyse collective n'est peut-être pas l'indicateur le plus pertinent (ou en tout cas pas le seul) qui permette de rendre compte du caractère collectif d'une analyse. C'est qu'il existe une série de représentations autour des différents formats, représentations qui influent sur la réception de ceux-ci. A titre illustratif, le financeur avait fait la critique d'un premier rapport de recherche quant au fait que seuls les chercheurs sociologues étaient à la manœuvre puisque c'était eux qui tenaient la plume. Or, il y avait bien eu des processus collectifs de production d'analyse là-dedans dont ce rapport faisait, pour partie, état. Et, *a contrario*, le format vidéo est perçu comme plus à même de faire entendre l'analyse « de tous », alors que dans le cas du second rapport de recherche, les chercheurs avaient réalisé des interviews avec des personnes impliquées dans les différents projets et les avaient « fait parler » sur la base des questions proposées par les chercheurs (ce n'est donc pas si différent d'un entretien semi-directif classique).



4 LE « PORTFOLIO » = UNE PISTE ?

Le portfolio est traditionnellement utilisé dans le milieu scolaire pour documenter le parcours d'éducation d'un élève ; dans le milieu artistique comme outil de présentation de soi (et de ses travaux) ; et récemment sur le marché du travail, comme support de promotion personnelle. Mais il nous paraît possible de l'utiliser afin de montrer la dimension plurielle des savoirs produits dans le projet Solenprim. Concrètement, il sera composé d'un lien vers une émission radio, de fiches méthodologiques destinées à l'animation de temps de réflexion avec les professionnels du secteur, de fiches « retour d'expérience » des projets locaux développés, des carnets de bord qui restituent les moments d'analyse collective, d'un lien vers une expo photo, etc.

La pertinence de cet outil est qu'il peut se lire et être utilisé de façons diverses, puisqu'il est composé d'une pluralité d'« objets intermédiaires » (Vinck, 1999) à mobiliser ensemble ou isolément, qui peuvent être appropriés par différents acteurs dans différentes arènes, en restant cohérents avec le sens que chacun veut y mettre.



CONCLUSION

En fin de projet, nous demeurons avec des questions et des nœuds sur ces enjeux des formats et des processus de reconnaissance des savoirs multiples.

Le projet Solenprim a permis de faire un double pas de côté :

- pour les travailleurs sociaux – qui testent des façons de faire leur travail différemment, en considérant qu'ils ne sont pas là pour proposer un service, mais pour accompagner une démarche de création, par les bénéficiaires, d'un projet lié à l'accès à l'alimentation;
- pour les chercheurs – qui ont questionné leur rôle, en considérant qu'il ne s'agit pas seulement d'être dans une démarche d'analyse compréhensive, mais aussi de créer des espaces de production d'analyse, et de réfléchir aux moyens de les traduire en traces plurielles.

Ces pas de côté se font « à tâtons », et font bouger les lignes d'une série de représentations concernant les rôles de chacun.

Des tensions, et des questionnements demeurent toutefois :

- Dans une forme d'autocritique, on peut dire que malgré la bonne volonté d'inclure la pluralité des savoirs, nous échappons difficilement au fait qu'à travers ce projet, nous mettons les gens à contribution d'une question qui n'est peut-être pas la leur. En effet, nous maintenons une forme de mainmise sur les productions qui en sont issues. Cet enjeu se rapporte aussi à l'ambivalence entre émancipation et activation des personnes, qui renvoie elle-même à une tension plus générale du travail social.
- Liée à cela, se pose aussi la question du travail de « traduction » (qui consiste, au sens sociologique, à établir un lien entre des activités hétérogènes pour rendre un réseau d'activités intelligible). Doit-on s'assurer de traduire les savoirs généralement moins valorisés et les mettre en forme - les « réécrire » - de façon à ce qu'ils puissent entrer dans un format « audible » ? Ou faut-il les livrer tels quels et plutôt travailler sur la réception de ces contenus ? Quel regard porter sur le travail de préparation que nous avons réalisé avec les participants au projet en vue de leur future prise de parole en public dans le cadre de l'évènement de clôture de Solenprim ? Finalement, ne participe-t-on pas à reproduire les inégalités épistémiques à force de vouloir « mettre en forme » les contributions plurielles dans les standards d'une certaine arène en particulier ?
- Et enfin, ne gagnerait-on pas à considérer la co-auctorialité à partir de son potentiel performatif (plutôt que de la voir comme un aboutissement qui se réaliserait dans les étapes finales d'une recherche) ? Comme c'est le cas de tout « dispositif » (Agamben, 2007), les divers formats de restitution des connaissances que nous avons testés méritent d'être vus comme des « dispositifs de subjectivation » (au sens défini - à partir de Foucault - par Giorgio Agamben, pour qui il n'est de sujets qu'au travers des dispositifs qui les définissent comme tels). Dans cette perspective, le dispositif est l'endroit où se réalise ce que l'on croit simplement constater, à savoir, dans notre



« Quand l'analyse se fait à plusieurs voix –
Réflexion sur les formats de restitution d'une recherche-action
dans le secteur de l'aide alimentaire »

cas, que des co-chercheurs aux savoirs hétérogènes ont produit ensemble une recherche-action participative. En d'autres termes, la co-auctorialité est peut-être – c'est notre hypothèse - ce qui permet aux « co-chercheurs » d'être reconnus - et donc de se définir - comme tels (qu'ils soient citoyens, praticiens ou sociologues), et non l'inverse.

-
- Agamben G (2007), *Qu'est-ce qu'un dispositif ?*, Paris, Rivages.
 - Mekdjian S, Moreau M (2016), « Re-dessiner l'expérience. Art, science et conditions migratoires », *antiAtlas Journal*, Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman, vol 1 (1).
 - Nicolas-Le Strat P (2014), *Une sociologie des activités créatives-intellectuelles*, Presses Universitaires de Sainte Gemme.
 - Van Campenhoudt L., Chaumont J-M. & Franssen A. (2005), *La Méthode d'analyse en groupe. Applications aux phénomènes sociaux*, Paris, Éditions Dunod.
 - Vinck, D (1999), « Les objets intermédiaires dans les réseaux de coopération scientifique. Contribution à la prise en compte des objets dans les dynamiques sociales », *Revue française de sociologie*, 40-2. p. 385-414.